

de dollars, elle représente, divisée entre 24 millions de personnes, quelque \$8,000 par homme, femme et enfant.

Il faut mettre un terme à ces dépenses. Il est fort probable qu'un nouveau projet de loi portant pouvoir d'emprunt sera présenté en septembre à la reprise de la session ou cet été si nous siégeons. Quand s'arrêtera-t-on? Nous ne savons même pas pourquoi on a besoin de cet argent maintenant. Le gouvernement remplace-t-il les emprunts qu'il a faits à des taux élevés? Si c'est le cas, tant mieux! Mais je ne crois pas qu'il doive demander la permission à la Chambre à cette fin. Le député de Capilano (M. Huntington), qui est intervenu juste avant moi, a établi, de concert avec un de ses collègues, un excellent programme qui nous aiderait réellement à gérer l'ensemble des dépenses. Cette formule serait très avantageuse, mais il ne réussit pas à la faire accepter par le comité dont il fait partie. C'est regrettable, à mon avis, parce que nous devons examiner les prévisions de dépenses, nous devons les obtenir bien avant la présentation du budget et nous devons savoir comment chaque ministère va fonctionner, où va l'argent et ce, bien à l'avance. Malheureusement, tout ce que nous obtenons du gouvernement, ce sont des communiqués émis tous les jours et dans lesquels il est question des fonds alloués aux différentes régions du pays. Il est très difficile au député de se retrouver dans tous ces chiffres. J'ai un dossier sur tout cela et je m'en servirai lors des prochaines élections, parce qu'il me permettra de montrer aux électeurs où va l'argent.

Ce qui m'inquiète vivement, monsieur le Président, c'est que le secteur privé a eu très peu de temps pour se financer par l'émission d'actions. Si nous allons sur le marché et que nous livrons concurrence au secteur privé, nous lui ôterons toute possibilité de trouver les fonds nécessaires. Encore une fois, par notre faute, le coût de l'intérêt pour les entreprises privées va augmenter de plus en plus. Plus il augmente, plus leurs frais d'intérêts sont lourds et moins elles sont productives. C'est une chose à laquelle je m'oppose vivement parce que je suis sûr qu'à la suite de cette mesure d'emprunt, nos taux d'intérêt vont augmenter. Cela s'est déjà produit sur tout le marché américain, où sévit le même problème qu'ici, mais nous ne faisons que suivre son exemple. Nous aurions pu faire mieux, mais nous ne l'avons pas fait. Nos taux d'intérêt vont augmenter et le pays sera dans le même marasme qu'il y a un peu moins d'un an.

● (1640)

Si je ne m'abuse, le temps qui m'était imparti est presque écoulé. Je suis heureux d'avoir eu l'occasion de m'adresser à la Chambre à ce sujet. Je regrette qu'étant donné notre nombre restreint, nous ne soyons pas en mesure d'empêcher cette mesure d'emprunt d'être adoptée; autrement, nous le ferions, car je m'y oppose. Je veux plus d'explications et d'autres raisons pour justifier les fonds demandés.

Mme Jennifer Cossitt (Leeds-Grenville): Monsieur le Président, il me semble que c'était hier que je parlais d'un projet de loi par lequel le gouvernement demandait le droit d'emprunter 19 milliards de dollars, c'était le plus gros pouvoir d'emprunt

Pouvoir d'emprunt

jamais demandé au Parlement. A peine quelques semaines plus tard, voici que je participe à nouveau à un débat sur un pouvoir d'emprunt. Le gouvernement demande 14.7 milliards de plus. Il s'est écoulé si peu de temps depuis le dernier projet de loi que je me souviens clairement des inquiétudes que j'exprimais alors. A ce moment-là, le gouvernement demandait 19 milliards. Il semble qu'on n'ait pas entendu ce que j'avais dit. Je m'inquiétais du gaspillage dont ce gouvernement se rend coupable depuis 15 ans. L'argent des contribuables a été dépensé à des campagnes de publicité partisane de 17 millions, par exemple, pour nous convaincre, entre autres choses, des avantages du programme des 6 et 5 p. 100 et de l'efficacité du gouvernement. Des milliards ont servi à renflouer Dome Petroleum et Canadair. Je m'inquiétais aussi des effets d'un déficit accumulé de 134 milliards de dollars sur les jeunes d'aujourd'hui et sur tous les contribuables qui devront supporter ce fardeau pendant des années.

Il n'y a que quelques semaines que je suis intervenue à la Chambre, et rien n'a été fait qui puisse dissiper les inquiétudes que j'ai exprimées. Elles demeurent, aujourd'hui, mais elles sont encore plus vives, car les chiffres ont évolué. Pour la septième fois, nous débattons d'un pouvoir d'emprunt. Nous avons maintenant un déficit accumulé de près de 150 milliards de dollars et un déficit pour cette année financière de 31.3 milliards. Nous ne pouvons pas espérer beaucoup de changement au cours des quatre prochaines années, puisque le déficit prévu est de 25 milliards de dollars par année, en moyenne.

Depuis l'an dernier, le gouvernement a reçu l'autorisation d'emprunter 41 milliards de dollars pour financer divers programmes sociaux, dont les coûts ont augmenté de façon vertigineuse en raison de la récession. Tous les trois ou quatre mois, le gouvernement a demandé à la Chambre d'adopter un autre projet de loi portant pouvoir d'emprunt. Une tendance alarmante s'est ainsi installée et on ne peut tout simplement pas permettre que l'on poursuive dans cette voie. Le gouvernement ne peut continuer à compter obtenir chaque fois qu'il en a envie un nouveau pouvoir d'emprunt.

Comme on l'a constaté dans le projet de loi précédent, et comme on le voit pour 4 milliards du projet de loi à l'étude, le gouvernement ne justifie pas sa demande. Depuis 1980, la Chambre a approuvé 61.6 milliards de dollars de pouvoir d'emprunt. On nous demande maintenant d'en autoriser 14.7 milliards. Le gouvernement estime qu'il doit être en mesure de dépenser toujours plus, sans aucune contrainte. Je suis convaincue que le gouvernement a perdu tout sens des responsabilités financières. Il semble désormais incapable de préparer des budgets exacts et ne peut pas respecter les limites financières qu'il s'est imposées. Je suis stupéfaite, mais en même temps effrayée, de cette attitude de laisser-faire, de la part d'un gouvernement qui gère avec pareille insouciance des milliards de dollars. Ces milliards s'additionnent plus vite que l'on ne peut imaginer. Pourtant, le gouvernement continue à en demander toujours plus et à les ajouter à notre déficit croissant. On ne voit pas le bout.